ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 4 mars 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents du niveau 2 de la Régie des Postes et à leur carrière", a donné le 14 juillet 1992 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 4 maart 1992 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van het niveau 2 bij de Regie der Posterijen kunnen titularis zijn en betreffende hun loopbaan", heeft op 14 juli 1992 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule.

Alinéa 1er.

Comme l'usage est de ne rappeler que les dispositions modificatives encore en vigueur et non celles que des modifications ultérieures ont rendues sans objet, il convient d'omettre le visa de l'arrêté royal du 18 décembre 1957.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 2.

Il faut viser uniquement les dispositions de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes qui présentent un rapport direct avec le projet.

Il convient, dès lors, de rédiger comme suit l'alinéa 2 :

"Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes, notamment l'article 20, §§ 2 et 3;".

Alinéas 3 à 10.

Les arrêtés royaux visés aux alinéas 3 à 10 ne constituent pas le fondement juridique de l'arrêté en projet. Ils ne le modifient pas davantage.

En conséquence, ces alinéas doivent être omis.

Par contre, il convient de viser dans le préambule plusieurs arrêtés royaux que l'article 14 du projet modifie; ils feront l'objet d'alinéas 3 à 10 rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 17 mai 1965 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de l'Administration des postes, notamment les articles 32 à 46;

Vu l'arrêté royal du 19 août 1967 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de l'Administration des postes, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 9 juillet 1969, l'article 4, modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1969 et 17 avril 1981, l'article 4bis remplacé par l'arrêté royal du 17 avril 1981, l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 17 avril 1981, l'article 6bis, remplacé par l'arrêté royal

du 17 avril 1981, l'article 7, l'article 8, modifié par l'arrêté royal du 17 avril 1981, les articles 9 et 11, l'annexe I, modifiée par les arrêtés royaux des 23 décembre 1969, 28 décembre 1973, 16 juillet 1976 et 14 décembre 1978, ainsi que l'annexe II, remplacée par l'arrêté royal du 17 avril 1981;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1973 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1976 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1991, et l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1978 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1978 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes, notamment l'article 1er modifié par les arrêtés royaux des 24 juin 1985 et 15 mars 1990, l'article 2 modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1981 et 22 septembre 1982, l'article 6bis remplacé par l'arrêté royal du 7 novembre 1986, les articles 6ter et

6quater y insérés par l'arrêté royal du 9 mai 1988, l'article 7 modifié par l'arrêté royal du 16 décembre 1981 et partiellement annulé par arrêt du Conseil d'Etat n○ 25.161 du 26 mars 1985, ainsi que les articles 8, 9, 11 et 12;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1978 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des services sociaux de la Régie des postes, notamment les articles 2, 4, 5 et l'annexe I;

Vu l'arrêté ministériel du 8 octobre 1970 portant des dispositions particulières assurant à l'Administration des postes l'exécution de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié et complété, notamment l'annexe II modifiée par l'arrêté ministériel du 14 octobre 1971 ainsi que par les arrêtés royaux des 28 décembre 1973, 16 juillet 1976, 14 décembre 1978, 24 juin 1985, 15 mars 1990 et 15 mars 1991".

Proposant.

Le ministre proposant est actuellement le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques.

L'observation vaut également pour l'exécutoire et pour le contreseing du projet.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

1. Cet article prévoit au 1° que les candidats doivent être détenteurs de diplômes et certificats conférés ou reconnus par l'Etat et omet de tenir compte de la communautarisation de l'enseignement. Le texte doit être complété sur ce point.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire de l'article 2, ainsi que du 4°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Dans un souci d'uniformité, il conviendrait de préciser au 1° et au 3° que les agents dont il y est question sont ceux de la Régie des postes, et de compléter le 2° par le membre de phrase suivant : "..., mais qui ont exercé leurs fonctions depuis moins de vingt-quatre mois dans les services de la comptabilité industrielle;".

Le texte néerlandais des 1° et 3° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

1. Comme il n'est pas d'usage de diviser un article en paragraphes lorsque chacun d'eux ne comporte qu'un seul alinéa, il faut supprimer cette division et transformer en simples alinéas les deux paragraphes de l'article 10.

La même observation vaut pour l'article 12.

2. Etant donné qu'un arrêté ministériel du 1er août 1991 a abrogé l'arrêté ministériel du 30 décembre 1983 portant agréation de l'association sans but lucratif "Fonds spécial d'assistance aux postiers", il n'y a pas lieu de mentionner cette association à l'article 10, § 1er, devenant l'article 10, alinéa 1er.

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

La portée exacte du paragraphe 2 n'est pas claire. Outre qu'il n'y est pas précisé quelle est l'autorité

compétente pour approuver les nominations, le procédé de la tutelle d'approbation n'est pas, en principe, compatible avec le régime juridique d'une régie.

Par ailleurs, il est inhabituel de prévoir que des réclamations puissent être introduites contre des nominations effectuées. En général, ce sont les propositions de nominations qui peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Article 14.

1. En disposant à plusieurs reprises (article 14, 2°, 4° et 5°) que sont abrogées, dans tel arrêté, à tel article, les dispositions relatives au niveau 2, le projet adopte une formule qui, outre le fait qu'elle s'écarte de l'usage, comporte de sérieux inconvénients : en effet, seul un examen attentif de l'article considéré permet de savoir s'il ne contient que des dispositions relatives au niveau 2 et dès lors de déterminer s'il est en réalité abrogé ou au contraire seulement modifié; de plus, dans ce dernier cas, l'étendue de la modification que le texte en cause subit apparaît moins nettement que si l'on recourt aux formules modificatives consacrées par l'usage (addition, suppression ou remplacement de mots, d'alinéas ou de paragraphes).

2. Lorsque l'on entend procéder à l'abrogation ou à la modification d'un texte, il y a lieu d'indiquer les modifications qui lui ont été précédemment apportées; ce principe n'est pas respecté par l'article 14, 2°, 5°, 7° et

10° pour une part importante des dispositions qui y sont citées.

3. Lorsqu'un texte à abroger (ou à modifier) a déjà subi des modifications, il faut abroger (ou modifier) ce texte modifié par les textes postérieurs et non pas ce texte et les dispositions ultérieures. En conséquence, il est inutile de prévoir la suppression des mentions relatives au niveau 2 figurant à l'annexe de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 (article 14, 4°), à l'annexe de l'arrêté royal du 16 juillet 1976 (article 14, 5°) et à l'annexe II de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 (article 14, 7°) puisque ces trois annexes ne sont en réalité (1) que des dispositions modificatives de l'annexe I de l'arrêté royal du 19 août 1967 visé à l'article 14, 2°, ainsi que de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 8 octobre 1970 visé au 10°.

4. Enfin, le Conseil d'Etat, section d'administration, IVème chambre, a, par un arrêt n° 25.161 du 26 mars 1985, annulé l'annexe I de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes. En conséquence, il

---

(1) Voyez l'article 15, §§ 1er et 2 de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des postes, l'article 3 de l'arrêté royal du 16 juillet 1976 (même intitulé) et l'article 13, § 1er, de l'arrêté royal du 14 décembre 1978 (même intitulé).

n’y a pas lieu, à l’article 14, 7°, de prévoir l’abrogation de cette annexe.

En conclusion, l’abrogatoire devra être fondamentalement revu à la lumière des observations qui précèdent.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est susceptible d’amélioration. A titre d’exemple, quelques propositions de texte sont faites dans le présent avis.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden die de personeelsleden van niveau 2 van de Regie der Posterijen kunnen bekleden, en betreffende hun loopbaan".

Aanhef.

Eerste lid.

Vermits het gebruikelijk is alleen de nog van kracht zijnde wijzigingsbepalingen aan te halen, en niet die welke latere wijzigingen doelloos hebben gemaakt, behoort de verwijzing naar het koninklijk besluit van 18 december 1957 te vervallen.

Bovendien behoort het woord "art." voluit te worden geschreven.

Tweede lid.

Er moet uitsluitend worden verwezen naar de bepalingen van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen die rechtstreeks verband houden met het ontwerp.

Bijgevolg moet het tweede lid als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 20, §§ 2 en 3;".

Derde tot tiende lid.

De koninklijke besluiten waarnaar wordt verwezen in het derde tot het tiende lid vormen niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Zij wijzigen dit besluit al evenmin.

Bijgevolg behoren die leden te vervallen.

Daarentegen moet in de aanhef verwezen worden naar verscheidene koninklijke besluiten die artikel 14 van het ontwerp wijzigt. Zij worden opgenomen in een derde tot een tiende lid, welke leden als volgt worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 17 mei 1965 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van het Bestuur der Posterijen, inzonderheid op de artikelen 32 tot 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 augustus 1967 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van het Bestuur der Posterijen,

inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 1969, op artikel 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 1969 en 17 april 1981, op artikel 4bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 april 1981, op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 april 1981, op artikel 6bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 april 1981, op artikel 7, op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 april 1981, op de artikelen 9 en 11, op de bijlage I, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 1969, 28 december 1973, 16 juli 1976 en 14 december 1978, en op de bijlage II, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 april 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1973 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1976 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1991, en op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1978 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1978 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 juni 1985 en 15 maart 1990, op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1981 en 22 september 1982, op artikel 6bis, vervangen bij het koninklijk besluit van 7 november 1986, op de artikelen 6ter en 6quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 mei 1988, op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981 en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van de Raad van State nr. 25.161 van 26 maart 1985, en op de artikelen 8, 9, 11 en 12;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1978 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de sociale diensten van de Regie der Posterijen, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 5 en de bijlage I;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 oktober 1970 houdende bijzondere bepalingen om bij het Bestuur der Posterijen te voorzien in de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben, inzonderheid op de bijlage II, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 oktober 1971 en bij de koninklijke besluiten van 28 december 1973, 16 juli 1976, 14 december 1978, 24 juni 1985, 15 maart 1990 en 15 maart 1991".

Voordrachtformulier.

De voordragende minister is thans de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven.

Die opmerking geldt eveneens voor de uitvoeringsbepaling en het formulier van medeondertekening van het ontwerp.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Artikel 1. De personeelsleden van niveau 2 van de Regie der Posterijen kunnen de hierna vermelde graden bekleden :".

Artikel 2.

1. Artikel 2, 1°, bepaalt dat de sollicitanten houder moeten zijn van diploma's en getuigschriften uitgereikt of erkend door de Staat, en houdt aldus geen rekening met de communautarisatie van het onderwijs. De tekst moet op dat punt worden aangevuld.

In de inleidende zin van artikel 2 behoren, net als in 4°, de woorden "kandidaat" en "kandidaten" respectieve-

lijk vervangen te worden door de woorden "sollicitant" en "sollicitanten". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 11.

2. Met het oog op eenvormigheid behoort in de onderdelen 1° en 3° te worden gepreciseerd dat de bedoelde personeelsleden die van de Regie der Posterijen zijn, en moet onderdeel 2° aangevuld worden met de woorden "..., doch die sedert minder dan vierentwintig maanden tewerkgesteld zijn bij de diensten van de nijverheidsboekhouding;".

In de onderdelen 1° en 3° behoort het woord "tenminste" vervangen te worden door de woorden "ten minste".

Artikel 10.

1. Aangezien het niet gebruikelijk is een artikel te verdelen in paragrafen wanneer elk ervan slechts één enkel lid bevat, moet die verdeling weggelaten worden en moeten de twee paragrafen van artikel 10 gewone leden worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

2. Vermits een ministerieel besluit van 1 augustus 1991 het ministerieel besluit van 30 december 1983 houdende erkenning van de vereniging zonder winstoogmerk "Bijzonder

Steunfonds voor de Postbedienden" heeft opgeheven, behoort die vereniging niet te worden vermeld in artikel 10, § 1, dat artikel 10, eerste lid, wordt.

Bovendien schrijve men : "het met redenen omklede voorstel" in plaats van "het met reden omkleed voorstel".

Artikel 12.

De juiste draagwijdte van paragraaf 2 is niet duidelijk. Niet alleen wordt niet nader bepaald welke overheid bevoegd is om de benoemingen goed te keuren, doch bovendien is het procédé van het goedkeuringstoezicht in beginsel onbestaanbaar met het rechtsstelsel van een overheidsbedrijf.

Daarenboven is het niet gebruikelijk te bepalen dat tegen geschiede benoemingen bezwaar kan worden aangetekend. In het algemeen is het tegen de voorstellen tot benoeming dat bezwaar kan worden aangetekend.

Artikel 14.

1. Door meermaals (artikel 14, 2°, 4° en 5°) voor te schrijven dat in een bepaald artikel van een besluit de bepalingen betreffende niveau 2 worden opgeheven, gebruikt het ontwerp een formule die niet alleen ongebruikelijk is, maar tevens ernstige nadelen meebrengt : pas na een grondig onderzoek van het betrokken artikel kan immers worden uitgemaakt of het alleen bepalingen bevat die betrekking

hebben op niveau 2, en kan bijgevolg worden vastgesteld of het in feite wordt opgeheven of daarentegen slechts gewijzigd wordt; in laatstgenoemd geval komt de strekking van de wijziging in de betrokken tekst bovendien minder duidelijk tot uiting dan wanneer de gebruikelijke wijzigingsformules (toevoeging, schrapping of vervanging van woorden, leden of paragrafen) worden aangewend.

2. Wanneer men voornemens is een tekst op te heffen of te wijzigen, moeten de wijzigingen worden aangegeven die vroeger zijn aangebracht; dat beginsel wordt niet in acht genomen in artikel 14, 2°, 5°, 7° en 10°, voor tal van bepalingen die erin worden geciteerd.

3. Een regeling die wijzigingen heeft ondergaan wordt opgeheven (of gewijzigd) in haar laatstelijk gewijzigde vorm. Het is verkeerd de wijzigingen afzonderlijk op te heffen (of te wijzigen). Bijgevolg is het onnodig te bepalen dat de vermeldingen betreffende niveau 2, welke voorkomen in de bijlage bij het koninklijk besluit van 28 december 1973 (artikel 14, 4°), in de bijlage bij het koninklijk besluit van 16 juli 1976 (artikel 14, 5°) en in de bijlage II bij het koninklijk besluit van 14 december 1978 (artikel 14, 7°), geschrapt worden, daar die drie bijlagen in werkelijkheid (1) slechts bepalingen zijn tot wijziging van de bijlage I bij het koninklijk besluit van

---

(1) Zie artikel 15, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 28 december 1973 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen, artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 juli 1976 (zelfde opschrift) en artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 14 december 1978 (zelfde opschrift).

19 augustus 1967, bedoeld in artikel 14, 2°, en van de bijlage II bij het ministerieel besluit van 8 oktober 1970, waarnaar wordt verwezen in onderdeel 10°.

4. Ten slotte heeft de Raad van State, afdeling administratie, IVe kamer, bij arrest nr. 25.161 van 26 maart 1985 de bijlage I bij het koninklijk besluit van 14 december 1978 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Regie der Posterijen vernietigd. Derhalve behoeft in artikel 14, 7°, niet te worden voorzien in de opheffing van die bijlage.

Het besluit is dan ook dat de opheffingsbepalingen grondig moeten worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	R. ANDERSEN,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	Y. BOUCQUEY, Y. KREINS,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. GIELISSEN,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

R. ANDERSEN.